

Urbanités du 2 décembre* – compte rendu

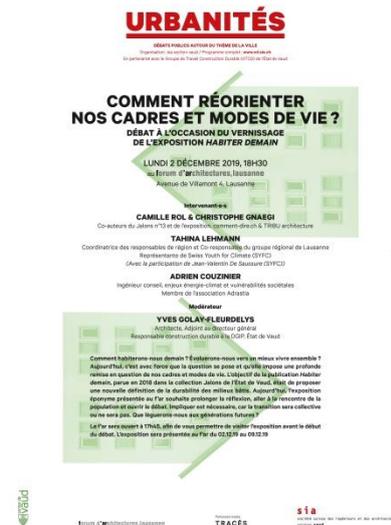
*Événement organisé en collaboration entre la SIA Vaud et le Groupe de travail Construction durable de l'État de Vaud

Modérateur de la soirée, Yves Golay, Responsable construction durable à la DGIP (Etat de Vaud), démarre son intervention en présentant au public le graphique de la course à la croissance, illustrant la façon dont notre consommation a augmenté exponentiellement depuis le début du 20^{ème} siècle. Dans une perspective de développement durable, il est désormais communément accepté que dans un monde où les ressources sont limitées, cette course frénétique ne peut plus continuer ainsi. De nouvelles approches se sont développées, telles que la Société à 2000 watts ou l'empreinte carbone. Pour limiter le réchauffement, cette dernière doit être limitée à l'émission d'une tonne de CO₂ par année et par habitant. Cet objectif implique l'évolution de nos cadres de vie, mais aussi de réaliser des efforts dans tous les aspects de notre consommation quotidienne.

Yves Golay présente ensuite l'évolution du concept de développement durable. À la suite du rapport du Club de Rome en 1972, le concept a été défini puis mis en œuvre. Dans ce contexte, la rédaction de la publication *Habiter demain* a pour objectif de vulgariser la compréhension du développement durable, en particulier auprès des élèves, puisque du matériel destiné aux écoles dont fait partie l'exposition éponyme, a été développé en parallèle de la publication.

Camille Rol et Christophe Gnaegi

Camille Rol commence son intervention en présentant les objectifs de la publication *Habiter demain*. Parmi ces objectifs, elle souligne la volonté d'aller à la rencontre des gymnasiens-nes vaudois-es, afin de sensibiliser un public aussi large que possible aux enjeux liés à nos cadres de vie. Les questions posées dans l'ouvrage ont pour but de ne pas être trop académiques et de rester focalisées sur l'essentiel, avec une vision large et vulgarisée des enjeux. Face aux nombreux discours catastrophistes que l'on entend actuellement, *Habiter demain* a l'ambition de montrer que l'action est possible et d'encourager les acteurs du milieu bâti en identifiant les leviers d'action et en montrant de bons exemples. En effet, on le sait depuis la publication du rapport du Club de Rome en 1972, une croissance infinie dans un monde fini est tout bonnement impossible. Il faut donc agir pour un développement plus soutenable de notre société.



Christophe Gnaegi prend ensuite la parole en présentant les deux domaines sur lesquels la publication se focalise au sein du large sujet du développement durable dans la construction : le cadre de vie et les ressources.

Concernant le cadre de vie, Christophe Gnaegi explique la volonté d'introduire une logique de transversalité, pour dépasser la vision cloisonnée du développement durable. Pour ce faire, des couples d'adjectifs ont été définis (voir présentation ci-contre), afin d'inclure le plus possible de dimensions dans la notion d'*Habiter demain* et de rendre les enjeux accessibles à tous. Pour l'aspect ressources, les variables ont été définies selon ce même principe. Ces dernières ont ensuite été mises en relation avec des termes issus des secteurs de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire : mixité, densité, proximité, efficience et flexibilité. Il s'agit là de moyens – et non de finalités – qui permettent, en les conjuguant, de construire des cadres de vie plus durables.

Christophe Gnaegi termine en relevant que la consommation énergétique des ménages est en baisse, ce qui est encourageant. Mais ce constat est terni par celle liée à la mobilité, domaine où les émissions stagnent, voire augmentent, notamment en raison de la hausse des transports aériens. Le chiffre souvent donné de 2.4 à 3 % des émissions mondiales dues au transport aérien grimpe en fait à 10% lorsque l'on prend en compte uniquement la Suisse.

Camille Rol reprend la parole pour préciser à quoi correspond concrètement la notion abstraite d'une tonne de CO₂ (voir présentation ci-contre). Ces équivalences démontrent qu'il y a des choix à faire tant en matière de mobilité que d'alimentation et de bâti. Nos modes de vie doivent être questionnés, et c'est sur cette notion que celles et ceux qui ont créé *Habiter demain* ont voulu ouvrir le débat. En effet, malgré une prise de conscience certaine, nous demeurons dans une société bipolaire, comme le démontre la triste statistique suivante : en cinq ans, les colis livrés d'Asie ont bondi de +766% !

Camille Rol conclut en présentant la suite de la démarche de réflexion et de sensibilisation initiée par le Jalons 13, à savoir l'édition du Jalons 14 qui se focalisera sur quatre fonctions clés : habiter, se déplacer, se nourrir et consommer. Il est également prévu de travailler avec les dix principes de *One Planet Living*.

Tahina Lehmann

Tahina Lehmann est représentante de l'association Swiss Youth For Climate (SYFC), où elle exerce les fonctions de coordinatrice des responsables de région et de co-responsable du groupe régional de Lausanne. Pour introduire son propos, Tahina Lehmann a choisi une image sur laquelle est inscrit le mot « urgence », ce mot scandé dans les rues depuis fin 2018 et appelant à une réaction rapide de la part de la société et des collectivités.

SYFC est une association à but non lucratif et apaisane créée en 2015 par des jeunes et pour des jeunes, afin de pallier le manque de représentation de ces derniers dans les négociations internationales sur le climat. L'association compte aujourd'hui 250 membres répartis dans toute la Suisse. Son but principal : mobiliser les jeunes générations à s'investir et à agir pour montrer l'exemple. En effet, la Suisse est encore classée comme insuffisante en termes de politique climatique.

SYFC revendique donc une politique bien plus ambitieuse en faveur du climat et un objectif zéro émission d'ici à 2030. L'association s'investit également dans le suivi du plan climat vaudois. Elle œuvre également beaucoup dans le domaine de la sensibilisation en organisant des débats et conférences qui se veulent accessibles à toutes et tous. L'association agit à tous les niveaux, tant international (participation aux COP) que national (Adopte un parlementaire, Climate Express) ou encore régionaux via les nombreuses antennes existant dans tout le pays.

Tahina Lehmann termine son intervention avec une injonction : ACT NOW !

Adrien Couzinier

Adrien Couzinier est ingénieur. Il débute sa présentation en parlant de l'importance de l'énergie pour notre civilisation : elle permet de tout faire et mesure donc les transformations de notre monde. A l'heure actuelle, nous disposons de ressources énergétiques peu chères et abondantes. En effet, pour compenser l'énergie mondiale, il faudrait 194 milliards de cyclistes pédalant 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7.

Dans le panel des énergies disponibles, certaines sont plus pratiques à mobiliser, car elles sont denses et nécessitent moins d'infrastructures. Il s'agit des énergies fossiles, et ce sont donc les plus utilisées, en particulier le pétrole. Le monde et son fonctionnement reposent donc sur l'utilisation de ces sources d'énergie. Mais actuellement, le marché du pétrole devient fragile. En se raréfiant, l'or noir pourrait provoquer une grosse récession économique mondiale. Seuls les États-Unis parviennent à produire encore de grosses quantités de pétrole grâce au pétrole de schiste. En Suisse, nous importons du pétrole de l'Union Européenne (qui l'importe elle-même d'ailleurs), du Nigeria et du Kazakhstan.

Dans le discours actuel sur la transition énergétique, on parle beaucoup de mesures comme la Société à 2000 watts, mais on oublie de prendre en compte toute l'énergie grise qui représente plus de la moitié de l'énergie consommée au total.

Adrien Couzinier rappelle ensuite ce qu'est le réchauffement climatique (voir présentation ci-contre), rappelle que le climat n'a rien à voir avec la météo et qu'il s'agit d'un phénomène extrêmement complexe comprenant de nombreuses variables. L'effet de serre n'est qu'un processus additionnel renforcé par l'activité humaine et qui vient s'ajouter à ces variables. Le climat est extrêmement sensible aux variations, même minimes, de la température. Or, à l'heure actuelle, les changements climatiques ont lieu à une vitesse 10 à 20 fois supérieure à celle des précédents bouleversements connus par la planète. Il est certain qu'il ne sera pas possible de limiter le réchauffement à moins de deux degrés, car même en cas d'arrêt total des émissions de gaz à effet de serre, l'inertie du système empêcherait de stopper la hausse. Les deux degrés d'augmentation devraient être atteints entre 2035 et 2043. De même, le réchauffement actuel est trop rapide pour que les espèces puissent s'y adapter. Cela mènera à d'importantes vagues d'extinction, et posera aux êtres humains de sérieux problèmes de production alimentaire.

Selon le GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat), pour éviter une hausse de plus de deux degrés d'ici à 2100, il est nécessaire de réduire nos émissions de CO₂ de 8% par an. Or, comme Monsieur Couzinier l'expliquait au début de sa présentation, le CO₂ provient des énergies fossiles qui font justement tourner notre économie. Il est donc facile de comprendre pourquoi rien ne se passe : un choix a rapidement été fait entre économie et écologie.

Avec deux degrés d'augmentation – scénario le moins catastrophique que l'on puisse espérer – de nombreuses conséquences sont à prévoir, tant au niveau mondial avec des vagues de chaleur mortelles et de grosses sécheresses dans de nombreuses régions du monde, qu'au niveau local. En Suisse, il faut en effet s'attendre à des phénomènes météorologiques extrêmes, à une perturbation de l'activité touristique et hydroélectrique en raison de la fonte des glaciers, à des difficultés d'accès à certains besoins fondamentaux, à l'arrivée du moustique tigre et de la malaria, à la dégradation des infrastructures en raison des vagues de chaleur, et à la remise en cause de notre stabilité politique et économique. L'avenir s'annonce donc peu réjouissant, même les autorités commencent à le dire.

Si l'on veut éviter de dépasser ces deux degrés d'augmentation, nous devons baisser nos émissions de 100% en trente ans. L'introduction d'une taxe carbone influencerait grandement le pouvoir d'achat des citoyennes et citoyens. Avec le contexte politique qui évolue actuellement, de telles mesures commencent à se discuter, mais il est déjà trop tard.

Table ronde

De nombreux sujets intéressants sont évoqués durant la table ronde, avec de nombreuses réactions venues du public.

Camille Rol souligne la nécessité de former les jeunes et les bâtisseurs de demain. La formation est un levier de changement prioritaire et le développement durable devrait y occuper une place prépondérante.

Christophe Gnaegi évoque ensuite le paradoxe dans lequel nous nous trouvons : tout ce que l'on fera ne servira à rien, mais il est encore pire de ne rien faire. L'exemplarité ne résoudra rien mais elle est en même temps nécessaire pour amorcer et diffuser le « faire autrement ».

Jean-Valentin de Saussure, second représentant de SYFC, affirme que les axes évoqués sont complémentaires et doivent être intégrés à tous les niveaux. Tahina Lehmann complète en évoquant l'importance du désinvestissement des énergies fossiles, qui permet de découpler économie et énergie.

Adrien Couzinier confirme qu'en effet, les entreprises sont parfois opposées à la transition énergétique car elles n'y ont aucun intérêt. Leur pouvoir d'action, ainsi que celui des collectivités, est pourtant important, puisque seuls 25% des efforts peuvent être réalisés de façon individuelle. En tant que citoyen·ne, on ne décide pas de la structure énergétique d'un pays, ni de ses pratiques agricoles.

Yves Golay interpelle les intervenant-e-s sur la façon de faire germer les solutions. Peut-on compter sur l'intelligence collective ? Camille Rol rappelle que les gens sont souvent conscients mais trop individualistes. Il faut retrouver ce sens commun et cette intelligence collective, et cela devrait notamment passer par l'éducation et la sensibilisation à ces questions, dès le plus jeune âge.

Jean-Valentin de Saussure aborde la question des taxes et, même s'il les juge nécessaires, rappelle que nous souffrons aussi d'un grand manque de solutions alternatives « séduisantes ». Il est donc important de valoriser davantage des options plus durables déjà existantes (le train au lieu de l'avion par exemple).

Dans la salle, de nombreuses questions sont également abordées et le débat est animé. Morceaux choisis :

- Des mesures législatives sont nécessaires pour que des changements aient lieu, comme c'est déjà le cas pour le domaine du bâtiment.
- L'engagement personnel est également primordial, car lui seul peut mener à des changements immédiats.
- Dans notre société démocratique, il est nécessaire qu'une majorité soit réellement engagée dans la transition. Cela permettra de créer un effet boule de neige.
- Les taxes sont efficaces pour faire changer notre comportement.
- Il est nécessaire d'agir sur tous les plans et ne laisser de côté ni la politique, ni les comportements individuels, ni l'économie. Le changement qui nous attend est si énorme qu'il remet tout en question.